

## **Annexe 2 : références et liens internet**

### **ad para. 3 :**

<https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/themes/conventions-unesco-ratifiees-par-la-suisse.html>

### **ad para. 8 :**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-66468.html>

### **ad para. 10:**

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2012/3921.pdf>

### **ad para. 13:**

-voir para. 32 des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> rapports sur la mise en œuvre du Pacte I

-voir aussi ATF 135 I 161 [163]

### **ad para. 15:**

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20163043>

### **ad para. 16:**

-ATF 2C\_807/2015 du 18 octobre 2016: « 3.3. Ces dispositions du droit national sont notamment à interpréter au regard des traités internationaux pertinents (art. 5, al. 4 Cst.; concernant l'interprétation conforme au droit international, voir aussi ATF 142 I 135 consid. 4.1 p. 150; 141 II 436 consid. 4 p. 441; 140 II 305 consid. 6.3 p. 310; PIERRE TSCHANNEN, Verfassungsauslegung, in: Daniel Thürer/Jean-François Aubert/Jörg Paul Müller [Ed.], Verfassungsrecht der Schweiz / Droit constitutionnel suisse, 2001, N. 20 ad. § 9). Selon l'art. 13, al. 3 du Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte ONU I; RS 0.103.1), les Etats parties s'engagent à respecter la liberté des parents de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions. Les écoles privées doivent toutefois être conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'Etat en matière d'éducation (art. 13, al. 3 du Pacte ONU I). Selon l'art. 28, al. 1, let. a de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux

droits de l'enfant (ci-après Convention des droits de l'enfant, CIDE; RS 0.107), les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation; ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous. L'art. 29, al. 1 de la CIDE engage les Etats parties à orienter l'éducation des enfants sur certains objectifs. Elle doit notamment viser à inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme (let. b), le respect de son identité culturelle, des valeurs culturelles du pays dans lequel il vit et du pays duquel il peut être originaire ainsi que des civilisations différentes de la sienne (let. c). L'enfant doit être préparé à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre (let. d). A condition que les principes énoncés à l'art. 29, al. 1 de la CIDE soient respectés et que l'éducation dispensée soit conforme aux normes minimales que l'Etat aura prescrites, les dispositions de la CIDE n'affectent pas le droit de créer des établissements d'enseignement privés (art. 29, al. 2 CIDE). »

-ATF 2C\_132/2014 et 2C\_133/2014 du 15 novembre 2014: « 4.2. L'instance précédente a également considéré à raison que le droit des parents d'éduquer leurs enfants relevait de la protection de la vie familiale au sens de l'art. 13, al. 1 Cst. et de l'art. 8, al. 1 de la CEDH (voir décision contestée, consid. 4.3 et 5.7). On peut donc admettre ici l'existence d'une ingérence dans le droit des parents d'éduquer leurs enfants, étant donné que l'enseignement contesté peut porter atteinte aux convictions morales et éthiques des parents des enfants concernés (voir également art. 13, al. 3 Pacte ONU I [RS 0.103.1]). »

-ATF 140 V 385: « 5.3 Les prestations de l'assurance-invalidité qui font débat ici constituent d'une part la compensation d'une perte de gain pour raisons de santé (rente d'invalidité extraordinaire; art. 39, al. 3 LAI), et sont d'autre part liées au besoin permanent de l'aide de tiers et d'une surveillance personnelle pour accomplir les actes ordinaires de la vie (allocation pour impotent; art. 42bis, al. 2 LAI; ATF 139 I 155 consid. 4.3 p. 159 s.). Le versement ou le refus de ces prestations a, selon les arguments avancés par le plaignant, une influence sur le domaine visé à l'art. 8 de la CEDH; est ici en jeu la qualité et l'organisation de la vie familiale ainsi que le développement et l'épanouissement de la personnalité, et la création de relations avec d'autres personnes. Si, en ce sens, l'octroi ou le refus de prestations, point litigieux en l'espèce, relèvent du domaine de protection de l'art. 8 de la CEDH, se pose au regard de l'art. 14 de la CEDH la question d'une inégalité de traitement à caractère discriminatoire, que le plaignant impute au (seul) critère de distinction, réprouvé par la CEDH, de sa qualité de ressortissant étranger. Toutefois, comme il a été démontré, on ne peut retenir ici l'argument d'une inégalité de traitement par rapport aux enfants suisses de fonctionnaires internationaux

de la BRI (voir consid. 4.3 supra). Par conséquent, le grief de violation de l'art. 2, al. 2 en relation avec l'art. 9 Pacte ONU I (RS 0.103.1) s'avère infondé. »

- ATF 2C\_433/2011 du 1<sup>er</sup> juin 2012: « 3.2 L'art. 19 Cst. garantit le droit fondamental à un enseignement de base suffisant et gratuit (ATF 133 I 156 consid. 3.1 p. 158 et autres références citées). Conformément à l'art. 62, al. 1 et al. 2 Cst., l'instruction publique est du ressort des cantons, qui pourvoient à un enseignement de base obligatoire suffisant, ouvert à tous les enfants et dispensé gratuitement dans les écoles publiques (voir al. 2 dans sa version du 16 décembre 2005, inchangée depuis lors). Cet enseignement doit en principe être dispensé au lieu de domicile des élèves; le but qui consiste à garantir une scolarité de base suffisante ne doit pas être entravé par la distance séparant le domicile de l'école (ATF 133 I 156 consid. 3.1 p. 158 s. et autres références citées). Il découle de la garantie de gratuité selon l'art. 19 Cst. que les enfants peuvent prétendre non seulement à un enseignement gratuit, mais aussi à la prise en charge des frais de transport lorsque le trajet scolaire constitue, de par sa longueur ou les dangers qu'il comporte, une entrave inacceptable à la fréquentation de l'école (voir ATF 133 I 156 consid. 3.1 p. 159; décisions 2P.101/2005 du 25 juillet 2005, consid. 3.1; 2P.101/2004 du 14 octobre 2004, in: ZBl 106/2005 p. 430 ss., consid. 3.1 et autres références citées). On ne peut déduire des dispositions de droit international invoquées par les plaignants (art. 13 Pacte ONU I [RS 0.103.1] et art. 28 CIDE [RS 0.107]) de droits plus étendus que ceux garantis par l'art. 19 Cst. (voir ATF 133 I 156 consid. 3.6.4 p. 166 s.). Il en va de même pour la garantie d'un enseignement primaire suffisant et gratuit en vertu de l'art. 9 de la Constitution du canton de Schwyz du 23 octobre 1898 (RS 131.215), qui recouvre pour l'essentiel le même contenu que la garantie correspondante de l'art. 27, al. 2 de l'ancienne Constitution fédérale du 29 mai 1874. »

-ATF 8C\_150/2011 du 14 février 2012: « 10.2 S'agissant du Pacte ONU I, il convient de préciser qu'il ne contient par principe aucun droit individuel directement applicable au domaine du droit des assurances sociales. L'interdiction de discrimination au sens de l'art. 2, al. 2 du Pacte ONU I est accessoire dans la mesure où elle a nécessité une norme complémentaire dans le pacte social lui-même. L'art. 9 du Pacte ONU I est de nature programmatique (« Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales »; voir ATF 135 I 161 consid. 2.2 p. 162). »

-ATF 9C\_738/2011 du 24 mai 2011: « 3.2.4 En vertu de l'art. 13, al. 3 du Pacte ONU I, les Etats parties s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'Etat en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions. La question de savoir si cette disposition est directement applicable au cas présent peut rester ouverte (pour la jurisprudence du Tribunal fédéral, voir notamment les ATF 133 I 156 consid. 3.6.4 p. 166; 130 I 113 consid. 3.3 p. 123 s.; 125 III 277 consid. 2e p. 282; 120 Ia 1 consid. 5c p. 12). En effet, contrairement à l'avis des plaignants, l'art. 13, al. 3 du Pacte ONU I ne donne aucunement droit à un enseignement privé à domicile. Le texte parle des « établissements autres que ceux des pouvoirs publics » et souligne ainsi qu'il doit s'agir d'établissements scolaires. La formulation reflète les travaux préparatoires du Pacte : il y avait été fait observer que le développement de la personnalité ne pouvait être garanti que dans un cadre scolaire. Le risque de maltraitance et le manque de contrôle ont également été mis en avant dans l'argumentaire contre l'enseignement privé à domicile (voir PIUS GEBERT, Das Recht auf Bildung nach Art. 13 des UNO-Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, 1996, p. 560 s. nbp 16 ss. avec mention des différents supports). Il n'existe ainsi aucune convergence de vue des Etats parties au Pacte différente de celle exprimée, et le sens véritable est clair. »

-ATF 135 I 161: « 2.2 Du point de vue du droit international public, il convient de se conformer aux dispositions du Pacte international des Nations Unies du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte ONU I ; RS 0.103.1). La jurisprudence énoncée dans l'ATF 120 Ia 1 consid. 5 p. 10 s., selon laquelle le Pacte ONU I ne contient aucune garantie individuelle directement applicable a été confirmée par le Tribunal fédéral des assurances dans les ATF 121 V 229 consid. 3 p. 232 ss. et 246 consid. 2 p. 248 ss. s'agissant du droit des assurances sociales. Dans l'ATF 123 II 472 consid. 4d p. 478, le Tribunal fédéral insiste sur le fait que l'interdiction de discrimination au sens de l'art. 2, al. 2 du Pacte ONU I est accessoire dans la mesure où elle a nécessité une norme complémentaire dans le pacte social lui-même. L'art. 9 du Pacte ONU I est en cela de nature programmatique (« Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales ») et ne précise pas le contenu de la sécurité sociale (FF 1994 V

52) ; on n'y trouve aucune base directe d'indemnisation pour le support faisant débat ici (Décision 8C\_295/2008 du 22 novembre 2008 consid. 6). »

-ATF 8C\_295/2008 du 22 novembre 2008: « 6. Par ailleurs, le défendeur fait valoir que la négation du droit au moyen auxiliaire faisant débat porte atteinte à l'interdiction de discrimination au sens de l'art. 2, al. 2 du Pacte international des Nations Unies du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte ONU I; RS 0.103.1). La jurisprudence énoncée dans l'ATF 120 Ia 1 consid. 5, selon laquelle le Pacte ONU I ne contient aucune garantie individuelle directement applicable, a été confirmée par le Tribunal fédéral des assurances dans les ATF 121 V 229 consid. 3 p. 232 ss. et 246 consid. 2 p. 248 ss. s'agissant du droit des assurances sociales (décision 2P.77/2000 du 30 novembre 2000 consid. 5e). Or, pour faire valoir son droit aux prestations, le défendeur n'expose aucun motif de dérogation à cette jurisprudence. On arrive à la même conclusion en se fondant sur l'ATF 123 II 472 consid. 4d p. 478, où le Tribunal fédéral laisse ouverte la question de l'applicabilité directe de l'art. 2, al. 2 du Pacte ONU I et insiste sur le fait que cette interdiction de discrimination est accessoire dans la mesure où elle a nécessité une norme complémentaire dans le pacte social lui-même. L'art. 9 du Pacte ONU I, qui est de nature programmatique et ne précise pas le contenu de la sécurité sociale (FF 1994 V 52), ne contient aucune base directe d'indemnisation pour le support faisant débat ici (voir décision 2P.77/2000 du 30 novembre 2000 consid. 5e et autres références citées). » Il n'y a pas violation de l'interdiction de discrimination selon l'art. 2, al. 2 du Pacte ONU I si la différence de traitement est compatible avec l'art. 8, al. 2 Cst. (Droit des assurances sociales - Jurisprudence SVR 2006 BVG n° 6 p. 22, B 84/03 consid. 4.5.3). [...] »

-ATF 6B\_498/2007, 6B\_499/2007, 6B\_500/2007 et 6B\_501/2007 du 3 avril 2008: « 5.1 Selon l'art. 28, al. 3 Cst., la grève et le lock-out sont licites quand ils se rapportent aux relations de travail et sont conformes aux obligations de préserver la paix du travail ou de recourir à une conciliation. Selon l'art. 8, al. 1, let. d du Pacte ONU I (RS 0.103.1), les Etats parties s'engagent à assurer le droit de grève, exercé conformément aux lois de chaque pays. »

- ATF 136 I 290 (voir aussi ci-dessous, ad par. 135): 2.3.3 En l'occurrence, l'on ne voit pas qu'en dérogation à la règle selon laquelle les dispositions du Pacte ONU I ne confèrent en principe pas aux particuliers de droits subjectifs susceptibles d'être invoqués en justice, son art. 7 let. d doive être considéré comme directement applicable.

2.3.1 Le Tribunal fédéral a jugé à plusieurs reprises que les dispositions de ce Pacte énonçaient un programme, s'adressaient au législateur et ne conféraient en principe pas aux particuliers de droits subjectifs que ceux-ci pouvaient invoquer en justice (cf. ATF 135 I 161 consid. 2.2 p. 163; ATF 130 I 113 consid. 3.3 p. 123; ATF 126 I 240 consid. 2c p. 242 s.; ATF 123 II 472 consid. 4d p. 478; ATF 122 I 101 consid. 2a; ATF 121 V 246 consid. 2a et 2c; ATF 120 Ia 1 consid. 5c p. 11 s.; cf. également Message du 30 janvier 1991 sur l'adhésion de la Suisse aux deux Pactes internationaux de 1966 relatifs aux droits de l'homme et une modification de la loi d'organisation judiciaire, FF 1991 I 1129 ss, spéc. 1141 ch. 431). Le Tribunal fédéral a toutefois admis qu'il n'était pas exclu que l'une ou l'autre des normes du Pacte ONU I puisse être considérée comme directement applicable ou "self-executing" (cf. ATF 121 V 246 consid. 2e au sujet de l'art. 8 al. 1 let. a relatif au droit de toute personne de former des syndicats et de s'affilier à celui de son choix, ainsi que ATF 125 III 277 consid. 2e en rapport avec l'art. 8 al. 1 let. d concernant le droit de grève, qui laissent la question indécise). Savoir si tel est le cas est une question d'interprétation (ATF 121 V 246 consid. 2b p. 249), étant précisé qu'une norme est directement applicable si elle est suffisamment déterminée et claire par son contenu pour constituer le fondement d'une décision (cf. ATF 126 I 240 consid. 2b; ATF 125 III 277 consid. 2d/aa p. 281; ATF 121 V 246 consid. 2b p. 249; ATF 120 Ia 1 consid. 5b).

- ATF 2C\_738/2010 du 24 mai 2011 : « 3.2.4 En vertu de l'art. 13, al. 3 du Pacte ONU I, les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'Etat en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions. La question de savoir si cette disposition est directement applicable au cas présent peut rester ouverte (pour la jurisprudence du Tribunal fédéral, voir notamment les ATF 133 I 156 consid. 3.6.4 p. 166 ; 130 I 113 consid. 3.3 p. 123 s. ; 125 III 277 consid. 2e p. 282 ; 120 Ia 1 consid. 5c p. 12). En effet, contrairement à l'avis des plaignants, l'art. 13, al. 3 du Pacte ONU I ne donne aucunement droit à un enseignement privé à domicile. [...] »

- ATF 8C\_150/2011 du 14 février 2012 : « 10.2 S'agissant du Pacte ONU I, il convient de préciser qu'il ne contient par principe aucun droit individuel directement applicable au domaine du droit des assurances sociales. L'interdiction de discrimination au sens de l'art. 2,

*al. 2 du Pacte ONU I est accessoire dans la mesure où elle a nécessité une norme complémentaire dans le pacte social lui-même. L'art. 9 du Pacte ONU I est de nature programmatique (« Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales » ; voir ATF 135 I 161 consid. 2.2*

*p. 162). »*

**ad para. 20:**

[http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/160419\\_Rapport\\_final\\_phase\\_test\\_asile\\_f.pdf](http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/160419_Rapport_final_phase_test_asile_f.pdf)

<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/aktuell/news/2017/2017-06-281.html>

**ad para. 26:**

[https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik\\_Wirtschaftliche\\_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Internationale\\_Investitionen/Vertragspolitik\\_der\\_Schweiz.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Internationale_Investitionen/Vertragspolitik_der_Schweiz.html)

**ad para. 28:**

[www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20130820/index.html](http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20130820/index.html)

**ad para. 33:**

[https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik\\_Wirtschaftliche\\_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Gesellschaftliche\\_Verantwortung\\_der\\_Unternehmen/CSR.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Gesellschaftliche_Verantwortung_der_Unternehmen/CSR.html)

**ad para. 43:**

<https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2012/20123543/Bericht%20BR%20F.pdf>

**ad para. 48:**

<https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/aktuell/news/2017/2017-06-09/ber-br-f.pdf>

**ad para. 51:**

<https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/ddc/strategie/bases-legales/message-cooperation-internationale-2017-2020.html>

**ad para. 54:**

<https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2016/2016-04-25.html>

**ad para. 56 :**

[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Kinder\\_und\\_Jugend/A\\_2015.06.21\\_Principes\\_du\\_domaine\\_enfance\\_et\\_jeunesse.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Kinder_und_Jugend/A_2015.06.21_Principes_du_domaine_enfance_et_jeunesse.pdf)

**ad para. 57 :**

<https://www.fedpol.admin.ch/dam/data/fedpol/aktuell/news/2017/2017-04-13/nap-2017-2020-f.pdf>

**ad para. 64 :**

<https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/droit/droit-international.html>

(cf. chiffres 9 et 104, 111, 129, 122, 139, 143)

**ad para. 65 :**

[http://hudoc.echr.coe.int/eng#{"fulltext":\["Di\\_\\_\\_\\_\\_tri-zio"\],"documentcollectionid2":\["GRANDCHAMBER","CHAMBER"\],"itemid":\["001-160262"\]}](http://hudoc.echr.coe.int/eng#{)

**ad para. 66 :**

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950082/index.html>

**ad para. 69 :**

<https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/47523.pdf>

**ad para. 70 :**

[https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/le-bfeg/nsb-news\\_list.msg-id-60632.html](https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/le-bfeg/nsb-news_list.msg-id-60632.html)

**ad para. 72:**

<https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/droit/loi-sur-l-egalite.html>

**ad para. 76:**

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/43487.pdf>

**ad para. 82:**

<https://www.orientation.ch/#>

**ad para. 85:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-62435.html>

**ad para. 86:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-65220.html>

**ad para. 89:**

<https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/38908.pdf>

**ad para. 90:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-44572.html>

**ad para. 91:**

[https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/ALV/Grundlagen/Bericht\\_zur\\_4.Teilrevision\\_des\\_Arbeitslosenversicherungsgesetzes\\_\(AVIG\).pdf.download.pdf/F\\_Bericht\\_zur\\_Teilrevision\\_des\\_Arbeitslosenversicherungsgesetzes\\_\(AVIG\).pdf](https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/ALV/Grundlagen/Bericht_zur_4.Teilrevision_des_Arbeitslosenversicherungsgesetzes_(AVIG).pdf.download.pdf/F_Bericht_zur_Teilrevision_des_Arbeitslosenversicherungsgesetzes_(AVIG).pdf)

**ad para. 95:**

<https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/iv/reformen-revisionen/weiterentwicklung-iv.html>

**ad para. 96:**

-voir SCHNEIDER, F., SCHALTEGGER, C., SCHMUTZ, F., 2015 «L'économie souterraine recule en Suisse», *La Vie économique*, 5, p. 68: <http://dievolkswirtschaft.ch/fr/2015/04/leconomie-souterraine-recule-en-suisse/>

-voir SCHNEIDER, F., RACZKOWSKI, K., MRÓZ, B., 2015 «Shadow economy and tax evasion in the EU», *Journal of Money Laundering Control*, Vol. 18 Iss: 1, p. 44

[https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen\\_Dienstleistungen/Publikationen\\_und\\_Formulare/Arbeit/Personenfreizuegigkeit\\_und\\_Arbeitsbeziehungen/berichte-des-seco-ueber-den-vollzug-des-bundesgesetzes-ueber-mas.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/Arbeit/Personenfreizuegigkeit_und_Arbeitsbeziehungen/berichte-des-seco-ueber-den-vollzug-des-bundesgesetzes-ueber-mas.html) (voir p. 17).

**ad para. 102 :**

<http://www.skbf-csre.ch/fr/monitorage-de-leducation/rapport-2014/>

**ad para. 112 :**

<http://www.alexandria.admin.ch/bv001496763.pdf> (voir p. 21) et <https://www.newsadmin.ch/newsd/message/attachments/44114.pdf>

**ad para. 117 :**

[https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen\\_Dienstleistungen/Publikationen\\_und\\_Formulare/Arbeit/Arbeitsbedingungen/Studien\\_und\\_Berichte/Berichte\\_Arbeitsaufsicht.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/Arbeit/Arbeitsbedingungen/Studien_und_Berichte/Berichte_Arbeitsaufsicht.html)

**ad para. 130:**

<https://www.epa.admin.ch/epa/fr/home/services/consultation-sociale-du-personnel-de-administration-federale/offre/lieu-de-travail.html>

**ad para. 133:**

ATF 139 I 180, c. 1.6 et ATF 123 I 221, c. II.3

**ad para. 137:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-58874.html>

(voir ch. II, A-C, paras. 36-97, en particulier la let. C «La représentation syndicale: organisation, rôle et fonctions des syndicats»).

**ad para. 141:**

[https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/Internationale%20Arbeitsfragen/studie\\_schutz\\_arbeitervertreter.pdf.download.pdf/15%20rapport%20UNINE%20plainte%2003%20final.pdf](https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/Internationale%20Arbeitsfragen/studie_schutz_arbeitervertreter.pdf.download.pdf/15%20rapport%20UNINE%20plainte%2003%20final.pdf)

[https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/Internationale%20Arbeitsfragen/Etude\\_sur\\_la\\_protection\\_en\\_cas\\_de\\_greve\\_licite.pdf.download.pdf/Etude\\_sur\\_la\\_protection\\_en\\_cas\\_de\\_gr%C3%A8ve\\_licite\\_FR.pdf](https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Arbeit/Internationale%20Arbeitsfragen/Etude_sur_la_protection_en_cas_de_greve_licite.pdf.download.pdf/Etude_sur_la_protection_en_cas_de_gr%C3%A8ve_licite_FR.pdf)

**ad para. 148:**

-ATF 8C\_150/2011 du 14 février 2012

-ATF 139 I 257 (consid. 6) du 23 septembre 2013, dans lequel le TF a rappelé que : « 6. Quant aux autres engagements internationaux invoqués par la recourante, ils ne lui sont d'aucune aide. S'agissant du *Pacte ONU I*, il convient de relever que celui-ci ne confère en principe pas aux

*particuliers de droits subjectifs susceptibles d'être invoqués en justice. Ainsi, l'art. 9 Pacte ONU I, qui fixe le principe d'un droit pour toute personne à la sécurité sociale, a une portée très générale qui ne saurait, pour ce motif, fonder concrètement le droit à une prestation d'assurance donnée. Quant à l'art. 2 al. 2 Pacte ONU I, il n'a pas de portée autonome. Comme cela ressort de sa lettre, il formule des garanties en liaison seulement avec des obligations programmatiques que les Etats s'engagent à réaliser progressivement, en particulier le droit de toute personne à la sécurité sociale formulé par l'art. 9 Pacte ONU I (ATF 121 V 229 consid. 3a p. 232 et 246 consid. 2 p. 248; voir également ATF 135 I 161 consid. 2.2 p. 162 et arrêt 8C\_295/2008 du 22 novembre 2008 consid. 6). Il n'en saurait aller différemment concernant l'art. 11 let. e de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui fixe le principe de l'interdiction des discriminations à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale, dès lors que cette disposition, à l'instar de l'art. 9 Pacte ONU I, est une norme de type programmatique qui n'est pas directement contraignante (Message du 23 août 1995 relatif à la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, FF 1995 IV 869, 928 ch. 33.7). »*

**ad para.154:**

<https://www.csias.ch/fr/les-normes-csias/ad para. 171:>

[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Migration/2012.06.29\\_Nothilfeempf\\_ehlungen\\_farbig\\_f.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Migration/2012.06.29_Nothilfeempf_ehlungen_farbig_f.pdf)

**ad para. 173:**

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/39439.pdf>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-66484.html>

**ad para. 181:**

[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/f\\_sw\\_S\\_ODK\\_Empf\\_FEB\\_110816.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/f_sw_S_ODK_Empf_FEB_110816.pdf)

[http://sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/f\\_2013.05.13\\_FEB\\_INFRAS\\_Bericht\\_SODK\\_f.pdf](http://sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/f_2013.05.13_FEB_INFRAS_Bericht_SODK_f.pdf)

[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/2015.04.14\\_Rapport\\_Ecoplan\\_qualité\\_AEF\\_f.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Familie und Generationen/2015.04.14_Rapport_Ecoplan_qualité_AEF_f.pdf)

**ad para. 190:**

Voir postulat Fetz (11.3492) du 6 juin 2011 intitulé « Congé de paternité et congé parental, Etat des lieux et présentation de divers modèles » :

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20113492>

**ad para. 193:**

-Modification de l'OLT 5 du 25 juin 2014 :

<https://www.admin.ch/opc/fr/official-compilation/2014/2241.pdf>

-Site internet SECO « Jeunes » :

<https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Arbeit/Arbeitsbedingungen/Arbeitnehmerschutz/Jugendliche.html>

-Site internet SEFRI « Protection des jeunes travailleurs » :

<https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/bildung/formation-professionnelle-initiale/nouvel-age-minimum-et-mesures-daccompagnement-pour-les-travaux-d.html>

**ad para. 204:**

<http://sodk.ch/fr/domaines/familles-et-societe/aide-aux-victimes/wwwaide-aux-victimesch/recommandations/>

<https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/gesetzgebung/gewaltschutz/ber-br-f.pdf>

**ad para. 205:**

<https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/familie/20130413-rs-ehegewalt-f.pdf>

**ad para. 206:**

<http://www.gegen-zwangsheirat.ch/F/activites-de-la-confederation/programme-federal>

**ad para. 216:**

<https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/droit/droit-international.html>

**ad para. 218:**

<https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/documentation/publications/publications-sur-la-violence.html>

**ad para. 222:**

[https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/aktuell/news/2015/ref\\_2015-10-07.html](https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/aktuell/news/2015/ref_2015-10-07.html)

**ad para. 225:**

Jugement 2C\_554/2009 du 12 mars 2010, cons. 2.1.

Jugement 2C\_8211/2011 du 21 juin 2012, cons. 3.2.2.

**ad para. 226:**

ATF 138 II 229, cons. 3.2.3

**ad para. 227 :**

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153408>

**ad para. 229:**

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2012/5479.pdf>

**ad para 234 :**

ATF 8C\_799/2011 du 20 juin 2012, dans lequel le TF a rappelé : « 4.5 Quant à l'art. 11 du Pacte ONU I, il prévoit que les Etats parties reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence; les Etats prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie (par. 1). Le TF a jugé à plusieurs reprises que les dispositions de ce pacte énonçaient un programme, s'adressaient au législateur et ne conféraient en principe pas aux particuliers de droits subjectifs que ceux-ci pouvaient invoquer en justice (cf. en dernier lieu ATF 136 I 290 consid. 2.3.1 p. 293). Dans le cas particulier, il apparaît que la disposition invoquée s'adresse au législateur, respectivement au Constituant, lequel a notamment édicté l'art. 12 Cst. et au législateur cantonal, qui a en l'espèce adopté la LIASI. Au demeurant, le recourant ne démontre pas en quoi cette disposition du pacte lui accorderait des droits plus étendus que l'art. 12 Cst. »

Arrêt du TF 1C\_453 /2008 du 12 février 2009 (droit au logement et évacuation d'un squat). Le TF a retenu : « 1.4 A l'appui de leur écriture, ceux-ci semblent se prévaloir d'un certain intérêt public à voir trancher *une question de principe liée à la qualité pour agir des "occupants sans titre qui entendent s'opposer à leur expulsion"*. Ils fondent leur grief sur l'art. 11 Pacte ONU I, (...) En effet, à propos de l'art. 11 Pacte ONU I, l'écriture à laquelle se réfèrent les recourants traite principalement de l'obligation des Etats parties d'assurer la réalisation du droit à un logement suffisant, à savoir un lieu sûr et salubre dans lequel toute personne devrait pouvoir vivre dans la paix et la dignité. On ne voit pas d'emblée en quoi les garanties déduites de cette disposition s'appliqueraient à des squatters tels que les recourants, qui n'établissent aucune-ment qu'ils n'ont pas la possibilité d'obtenir un logement suffisant au sens de celle-ci. Au sur- plus, il n'est pas démontré - conformément aux exigences de motivation déduites de l'art. 42 LTF (cf. supra consid. 1.1 in fine) - que l'art. 11 Pacte ONU I permette aux occupants illicites de contester une décision ordonnant aux propriétaires des immeubles occupés de procéder aux travaux nécessaires pour remédier à l'état de dégradation de ceux-ci. Dans ces conditions, il y a lieu de constater que les recourants n'établissent pas l'existence d'un véritable intérêt public important à trancher une question de principe qu'ils auraient soulevée. Il ne se justifie donc pas de renoncer à l'exigence d'un intérêt actuel. »

**ad para. 2549:**

<http://www.contre-la-pauvrete.ch/themes/logement/>

**ad para. 254:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-60859.html>

**ad para. 265:**

<https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/das-blv/strategien/schweizer-ernaehrungsstrategie.html>

**ad para. 269:**

[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Fachbereiche/Sozialwerke/2010\\_SODK\\_Programm\\_Armut\\_f.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Fachbereiche/Sozialwerke/2010_SODK_Programm_Armut_f.pdf)

**ad para. 273:**

<http://www.sodk.ch/fr/actualites/recommandations/einzelansicht/archive/2016/juni/artikel/em-pfehlungen-der-sodk-zu-unbegleiteten-minderjaehrigen-kindern-und-jugendlichen-aus-dem-asylbereich/>

**ad para. 275:**

[http://www.euro.who.int/\\_data/assets/pdf\\_file/0010/293689/Switzerland-HiT.pdf?ua=1](http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0010/293689/Switzerland-HiT.pdf?ua=1)

**ad para. 278:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/gesundheit-2020/eine-umfassende-strategie-fuer-das-gesundheitswesen.html>

**ad para. 279:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/berufe-im-gesundheitswesen/medizinalberufe/medizinische-grundversorgung/masterplan-hausarzt-med-grundversorgung.html>

**ad para. 280:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/nationale-gesundheitsstrategien/nationale-demenzstrategie/Demenzstrategie-Handlungsfeld-Qualitaet-Fachkompetenz.html>

**ad para. 282:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/gesundheit-2020/nationale-konferenz-gesundheit2020.html>

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/nationale-gesundheitspolitik/koordinierte-versorgung/patientengruppen-und-schnittstellen-koordinierte-versorgung/hochbetagte-multimorbide-menschen-koordinierte-versorgung.html>

**ad para. 283:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/mensch-gesundheit/sucht/alkohol/alkoholpolitik/nationales-programm-alkohol-2008-2016.html>

**ad para. 284:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/service/kampagnen/tabakpraeventionskampagne.html>

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/mensch-gesundheit/sucht/tabak/tabakpolitik-kantone.html>

**ad para. 285:**

[http://www.spectra-online.ch/admin/data/files/issue/pdf\\_fr/82/spectra\\_116\\_fr.pdf?lm=1491824708](http://www.spectra-online.ch/admin/data/files/issue/pdf_fr/82/spectra_116_fr.pdf?lm=1491824708)

**ad para. 286:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/nationale-gesundheitsstrategien/strategie-nicht-uebertragbare-krankheiten.html>

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/strategien-politik/nationale-gesundheitsstrategien/strategie-sucht.html>

**ad para. 287:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/internationale-beziehungen/schweizer-gesundheitsaussenpolitik.html>

**ad para. 290:**

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/mensch-gesundheit/psychische-gesundheit/politische-auftraege-im-bereich-psychische-gesundheit/aktionsplan-suizidpraevention.html>

**ad para. 293:**

[http://www.npg-rsp.ch/fr/agenda/prochaines-manifs.html?no\\_cache=1](http://www.npg-rsp.ch/fr/agenda/prochaines-manifs.html?no_cache=1)

**ad para. 295:**

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20133370>

**ad para. 301:**

Voir ATF 2C\_738/2010 (consid. 3.4.2) sur l'absence de droit à l'enseignement privé à domicile. Le TF a laissée ouverte la question de l'applicabilité directe de l'art. 13 al. 3 Pacte, cette disposition ne conférant pas un droit à un enseignement privé à domicile : „3.2.4 (...) *La question de savoir si cette disposition est directement applicable au cas présent peut rester ouverte (...). En*

*effet, contrairement à l'avis des plaignants, l'art. 13, al. 3 du Pacte ONU I ne donne aucunement droit à un enseignement privé à domicile. Le texte parle des « établissements autres que ceux des pouvoirs publics » et souligne ainsi qu'il doit s'agir d'établissements scolaires. La formulation reflète les travaux préparatoires du Pacte : il y avait été fait observer que le développement de la personnalité ne pouvait être garanti que dans un cadre scolaire. Le risque de maltraitance et le manque de contrôle ont également été mis en avant dans l'argumentaire contre l'enseignement privé à domicile (cf. PIUS GEBERT, Das Recht auf Bildung nach Art. 13 des UNO-Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, 1996, p. 560 s. FN 16 ss. avec mention des différents supports). Il n'existe ainsi aucune convergence de vue des Etats parties au présent Pacte différente de celle exprimée, et le sens véritable est clair. »*

**ad para. 311:**

Les plans d'études pour la scolarité obligatoire, harmonisés au niveau régional (Plan d'études romand; Lehrplan 21; Piano di studio) mentionnent explicitement les éléments concernant l'enseignement de la connaissance des droits de l'homme et des droits économiques, sociaux et culturels: centre national de compétences dans ce domaine, la fondation « éducation 21 » coordonne et soutient l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) sur mandat de la Confédération, des cantons et de la société civile.

Extraits du Lehrplan 21 (publié en 2014, actuellement en voie de mise en œuvre dans les cantons):

"Politik, Demokratie und Menschenrechte

Demokratie und Menschenrechte sind Grundwerte unserer Gesellschaft und bilden zusammen mit der Rechtsstaatlichkeit die Leitlinien für die Politik. Die Schülerinnen und Schüler befassen sich mit unterschiedlichen Gesellschaftsformen, Traditionen und Weltansichten, diskutieren deren Entstehung und Wandel und lernen historische, gesellschaftliche und politische Zusammenhänge verstehen. Sie setzen sich mit politischen Prozessen auseinander, lernen diese zu erkennen, verstehen Grundelemente der Demokratie und kennen grundlegende Funktionen öffentlicher Institutionen. Sie befassen sich mit den Menschenrechten, kennen deren Entwicklung und Bedeutung und sind in der Lage, Benachteiligung und Diskriminierungen zu erkennen. Die Schülerinnen und Schüler engagieren sich in der schulischen Gemeinschaft und gestalten diese mit. Sie lernen, sich eine eigene Meinung zu bilden, eigene Anliegen einzubringen und diese begründet zu vertreten. Sie befassen sich mit dem Verhältnis von Macht und Recht,

diskutieren grundlegende Werte und Normen und setzen sich mit Konflikten, deren Hintergründe sowie möglichen Lösungen auseinander.

[...]

Kompetenzen (Beispiele):

2. Die Schülerinnen und Schüler können die Entwicklung, Bedeutung und Bedrohung der Menschenrechte erklären.

Die Schülerinnen und Schüler ...

- können Kinder- und Menschenrechte erläutern.
- können die Bedeutung von Kinder- und Menschenrechten für den eigenen Alltag und die Schulgemeinschaft erkennen und einschätzen
- können historische Beispiele schildern, die zu einer besseren Durchsetzung der Kinder- und Menschenrechte geführt haben

[...]

- können ausgewählte Ziele und Anliegen sowie die Entwicklung einer internationalen Organisation beschreiben, bei der die Schweiz Mitglied ist
- können Phasen der europäischen Einigung aufzählen und dabei die Position der Schweiz charakterisieren
- können unterschiedliche Positionen zum Verhältnis Schweiz - Europa skizzieren und selber dazu Stellung nehmen."

Extraits du Plan d'études romand (en vigueur pour tous les cantons romands, introduction depuis 2011):

"Commentaires généraux:

En accord avec les valeurs contenues dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, et en cohérence avec les finalités et objectifs de l'école publique, le domaine Sciences humaines et sociales organise

l'acquisition de connaissances, de concepts, d'outils, et de compétences nécessaires à la compréhension du monde dans lequel on vit, pour s'y insérer et contribuer à son évolution dans une perspective de développement durable. Par la confrontation méthodique de sources variées et par la formulation et la validation d'hypothèses, il permet à l'élève de situer les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et culturels dans leurs dimensions spatiale et temporelle. Il permet d'acquérir des savoirs et des repères indispensables à la compréhension du monde actuel."

**ad para. 313:**

<http://www.skmr.ch/frz/archives/formation/publications/education-droits-humains-suisse-romande.html>

**ad para. 314:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-62436.html>

**ad para. 325:**

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/culture/financement/public.html>

**ad para. 328:**

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2011/2773.pdf>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-55445.html>

**ad para. 331:**

Motion Maire 12.3828 :

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20123828>

Motion de la Commission des Institutions politiques du Conseil des Etats 12.3009 :

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20123009>

Instructions concernant le plurilinguisme :

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2014/6407.pdf>

**ad para. 343:**

<http://www.ekr.admin.ch/themes/f209.html>

**ad para. 345:**

[https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/fr/documents/aktuell/news/4e-rapport-minorites-Suisse-15022017\\_FR.pdf](https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/fr/documents/aktuell/news/4e-rapport-minorites-Suisse-15022017_FR.pdf)

**ad para. 346:**

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-59922.html>

**ad para. 347:**

<http://www.sajv.ch/no-hate-speech/?lang=fr>

**ad para. 348:**

<https://www.are.admin.ch/are/fr/home/developpement-durable/politique-et-strategie/strategie-pour-le-developpement-durable-2016-2019.html>